



SPECIAL ELECTIONS... SPECIAL ELECTIONS... SPECIAL

Claude Bourdet II. - Un Front pour l'écologie, la paix, l'autogestion

Claude Bourdet, candidat du Front autogestionnaire à Villeurbanne, répond aux questions de TS.

Tribune Socialiste : Tu es, à Villeurbanne, le candidat d'un Front qui regroupe des organisations — en l'occurrence le PSU, le MAN, le MDPL local et de la région lyonnaise, des écologistes... qui ont, avec une problématique autogestionnaire commune, des points de divergence. Comment penses-tu résoudre le problème des éventuelles contradictions internes du Front autogestionnaire ?

Claude BOURDET : Au MDPL, dont je suis le président, nous avons l'habitude de ce genre de problèmes. Si le MAN est entièrement constitué, par définition, de non-violents, le MDPL regroupe à la fois des partisans de la défense nationale armée — dont je suis —, et des partisans de la défense populaire non violente. Les bases de notre accord ?

- Non violents ou partisans de la défense armée, nous savons tous que les révolutions violentes répondent à la violence de l'ordre établi, à la violence incarnée par l'ordre capitaliste. Loin de nous, donc, l'idée de les condamner.
- Si nous avons, entre nous, des désaccords sur les systèmes de défense à mettre en œuvre, nous sommes tous en revanche d'accord sur une nécessité : celle de préserver la paix.
- Enfin, si la guerre par malheur survenait, nous pensons tous que des tactiques, des structures populaires de non coopération avec l'ennemi sont indispensables, partie intégrante d'un plan de défense nationale. A la fois parce qu'il faut donner aux non violents (objecteurs de conscience, etc.) la possibilité d'œuvrer à la défense, et parce que nous savons d'expérience qu'en certaines circonstances les réponses de type non violentes sont, au moins tran-

sitoirement, les seules possibles.

TS : « D'expérience » : tu penses notamment à ton expérience de la Résistance ? Comment en es-tu venu des réseaux de la région lyonnaise où tu opérerais dans la clandestinité au choix d'un certain non alignement ?

C.B. : A l'origine j'étais ingénieur. Les hasards de la vie ont fait de moi l'assistant du ministre de l'Economie nationale pendant le cabinet de Front populaire. A cette époque, j'ai eu pas mal d'activités, notamment pour l'aide aux réfugiés de la guerre d'Espagne. Entré presque dès le début dans la Résistance dans les Alpes Maritimes, je monte très vite à Lyon — d'où un quart de ma famille est originaire —, comme membre du comité directeur du mouvement Combat (cela pour dire que, si je suis bien « parachuté » en région lyonnaise, je n'y suis pas tout à

A gauche sur notre photo : Claude Bourdet :

« Un choix : la cause de la paix »



fait un étranger. Moins étranger sans doute que ne l'était, par exemple, Charles Hernu à son arrivée). Avec André Plaisantin — un camarade issu de la Jeune République —, je développe alors l'idée d'un système de noyautage des administrations publiques : ce fut un instrument assez efficace de la Résistance à partir de 1942, un exemple de cette « non collaboration » active que j'évoquais tout à l'heure. Membre du CNR (Conseil National de la Résistance) en 1943 pour Combat, je suis arrêté par la Gestapo début 1944. Déporté en Allemagne à Sachsenhausen et Buchenwald, je suis plus tard désigné au titre de la Résistance et de la déportation à l'Assemblée consultative dont je devins le vice-président. Directeur général de la radio puis directeur du journal Combat jusqu'en 1950, je fonde avec quelques camarades l'*Observateur* qui devient *France-Observateur*. Je participe à la lutte contre la guerre d'Algérie.

Deux axes marquent alors notre engagement politique : la lutte contre le colonialisme — la guerre du Viêt-nam, celle d'Algérie ; le lancement de l'idée de l'indépendance vis-à-vis des blocs, de non alignement, de neutralisme actif... Des idées qui ont fait leur chemin.

TS : Tu milites alors dans et pour la gauche mais avec une position critique...

C.B. : Oui. Critique vis-à-vis du PS en raison de ses alliances avec la bourgeoisie, avec la droite. Et critique vis-à-vis du PCF en raison de sa nature bureaucratique et de sa trop grande obédience à Moscou... Ces critiques alors indignaient. Aujourd'hui, ces mêmes critiques sont écoutées. Y compris par ceux qui en font l'objet : le PCF prend ses distances à l'égard de Moscou, le PS est revenu de son anti-communisme... Ai-je contribué, dans la mesure de mes moyens, à favoriser cette évolution d'ensemble de la gauche ? Je l'espère.

TS : Cette volonté de peser dans l'évolution interne des grands partis de gauche te paraît toujours valable ?

C.B. : Elle est un des aspects de la stratégie d'unité populaire du PSU. Mais elle remonte à loin : un des mérites de notre activité, dans les années 50, a été le lancement de l'idée d'une « nouvelle gauche », qui s'est matérialisée dans le Centre d'action des gauches indépendantes et a été à l'origine de la création de la Nouvelle gauche, puis de l'Union de la gauche socialiste, enfin du PSU. Toutes ces formations successives, auxquelles j'ai participé, ont montré qu'une formation, même modeste, pouvait non seulement collaborer avec les grands partis sans être absorbées par ceux-ci. mais aussi constituer une espèce de « rappel à l'ordre » permanent pour ces partis en offrant constamment une alternative à ceux qui, dans ces grands partis, sont en désaccord avec la ligne de leur organisation. Si, aujourd'hui, l'idée d'autogestion, née dans nos rangs, est reprise par les grandes formations, n'est-ce pas significatif — même si les contenus qu'on lui donne varient sensiblement ?

TS : Dans la circonscription de Villeurbanne où tu es candidat, tu seras, si je ne me trompe, le seul candidat écologique. Sur quels aspects de la lutte écologique entends-tu mettre l'accent ?

C.B. : Il y a l'aspect antinucléaire — qu'il s'agisse du nucléaire civil ou du nucléaire militaire. Il est essentiel :

nous en reparlerons.

Mais il y a aussi, souvent oublié, un aspect de la pollution au sens large : celui de l'altération du mode, du cadre et des conditions de vie. On ne peut le résoudre par des mesures purement écologiques. Le problème urbain, celui du logement, celui de la circulation, montrent bien le danger qu'il y a à ne pas lier combat écologique et combat anticapitaliste.

Certes, il ne suffit pas d'être anticapitaliste pour ne pas être pollueur. Mais alors qu'un système soumis à la loi du profit ne peut sérieusement prendre en charge les problèmes de lutte contre la pollution (ne serait-ce que parce que les firmes qui accepteraient de faire un effort dans ce domaine se trouveraient désavantagées par rapport à celles qui l'ignorent, la concurrence est le handicap majeur), la logique du socialisme va dans le même sens que la logique écologique.

On le voit dans le domaine du cadre de vie : pendant douze ans, comme conseiller municipal de Paris, j'ai été de ceux qui ont mené une lutte acharnée contre l'énorme spéculation foncière qu'organisait, avec l'aide de Pompidou, le groupe financier Paribas dans le secteur Italie, j'ai, le premier, lancé l'idée de la municipalisation des sols ; le premier dénoncé le scandale de la Villette : plus généralement, j'ai non pas seulement dénoncé, mais fait ce qui était à la mesure des moyens qui m'étaient accordés pour enrayer les mécanismes qui chassaient les travailleurs vers les banlieues lointaines, congestionnant les abords des gares, poussaient au gigantisme urbain. Ces idées, ces luttes, j'ai l'intention de les mener à Villeurbanne comme je les ai menées à Paris. Sans doute comptent-elles, du point de vue de la vie quotidienne des Français, au moins autant que certains problèmes de nuisances de fumées d'usines que le capitalisme peut, à la rigueur, accepter de réduire un peu dans les limites étroites qu'autorise le jeu de la concurrence.

Propos recueillis par Claude DESLHIAT